



Reprise d'une partie de ce numéro spécial du journal Point Gauche !

Page 2 : Introduction.

Pages 3 et 4 : Le débat vu par Marie-France Durand

Page 4 : Point Gauche ! évoque la question

Pages 5 à 16 : La parole à Chahla Chafiq

Pages 17 à 19 : Alain Gresh à une histoire, Jean-Paul Damaggio

Page 20 : L'islamisme politique est nié, Jean-Paul Damaggio

Page 21 : Loi sur les signes religieux à l'Assemblée nationale

Page 22 : le point de vue de Jean-Pierre Brard : oui à la loi.

Page 24 : le point de vue de Patrick Braouezec: non à la loi.

Pages 25 et 26 : Sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat, à partir d'une question de J-P Pabanel

Page 27 : Ai-je changé d'avis ? Marie-José Colet

Pages 28 : Réalités et supercheries, Marie-Thérèse Martinelli

Page 29 : Le débat à Castres, Claude Rossignol

Page 30 : Le cas de Mahmoud Taha, J-P Damaggio

Page 31 : Enseigner l'arabe dans l'Education nationale, Marie-France Durand

Page 32 : De l'IVG au voile, J-P Damaggio

Page 33 : Un féminisme au service de la régression

Pages 34 à 37 : Dans le monde catholique avec Le cas Butiglione à la commission de Bruxelles ; Le cas du droit à l'avortement aux Amériques, Jean-Paul Damaggio

Pages 38 à 50, Des origines du féminisme au début du 20ème siècle en Iran, Janet Afary

Pages 51 à 55 : Lutttes des classes et laïcité, Jean-Paul Damaggio

Introduction

En guise d'introduction au dossier et au débat, ces quelques remarques. D'abord des remerciements à tous ceux qui assurèrent le succès du débat : l'auteur de l'affiche, Gabriel du Tarn qui permit le contact avec Chahla Chafiq, et bien sûr Chahla Chafiq elle-même.

Sur les 15 invités à nos débats elle est seulement la troisième femme. Non que nous ayons négligé quelques efforts pour équilibrer les participations mais la vie est ainsi. Nous avons pensé à Luce Irigaray, puis à Yvette Roudy, Gisèle Halimi, Latifa Ben Mansour, mais dans tous ces cas la rencontre n'a pu avoir lieu.

Pour profiter de cette chance, comme pour la venue de Pascale Froment, au sujet de René Bousquet, voici la réalisation d'un numéro spécial de notre journal, un numéro historique.

Le titre du débat suppose quelques avertissements :

1) « les femmes sous le poids des intégrismes » cela ne signifie pas que les hommes soient au-dessus de la situation. Nous souhaitons projeter le dernier film de Ken Loach qui montre comment un homme est également victime de «la tradition».

2) Et quels rapports entre secte et religion ? Condamner l'intégrisme n'est-ce pas condamner les religions ? Sur ce point aussi il faut saisir la nuance.

3) Avec la présence d'une femme d'origine iranienne n'allions-nous pas, comme d'autres, focaliser l'attention sur l'islam au risque de dédouaner les autres intégrismes ? Même si notre journal a publié des articles contre l'Opus Dei, la Scientologie !

4) En quoi le combat féministe est-il au cœur des combats d'aujourd'hui ?

Le débat répondit clairement à de telles questions aussi nous vous renvoyons à la lecture de ce dossier avec les quelques documents qui l'accompagnent.

J-P D.

« Les femmes sous le poids des intégrismes » Réflexions après le débat avec Chahla Chafiq à Montauban

Le débat du samedi 13 novembre restera comme un moment fort dans les mémoires des quelques 85 personnes — dont 23 hommes — comptées en début d'après-midi (La Dépêche, elle, annonce une centaine de participants: ne boudons pas notre plaisir, et, pour plagier notre cher quotidien dans un entrefilet titré Point Gauche ! revendique, dont acte !). Vingt quatre livres furent vendus. Il aura été pour beaucoup le début d'une réflexion nouvelle sur les droits des femmes, sur les questions des intégrismes (en particulier l'islamiste mais pas seulement), de la laïcité, et même, pour certain-e-s, une prise de conscience amenant à une révision complète de leur point de vue sur ces questions.

Chahla Chafiq est une sociologue iranienne exilée en France depuis 1983, suite à la répression de Khomeyni contre les gens de gauche. Son exposé qu'elle présentera avec un sourire tranquille, beaucoup d'intelligence et une grande rigueur, se fera précis, avec quelques exemples percutants. Il fut trop riche pour en donner un aperçu complet, et je renvoie pour cela les lecteurs à son dernier livre (« Le nouvel homme islamiste », Editions Le Félin) et à cette brochure (voir pages de 5 à 11 le texte de Chahla Chafiq. J'insisterai ici sur deux points qui m'ont particulièrement intéressée, et qui font écho à l'actualité

La question de la gauche

En Iran, les militants de gauche, dont Chahla fit partie, mirent toute leur énergie pour chasser le régime corrompu et sanguinaire du chah. Ils crurent au début, qu'ils pourraient mener la révolution AVEC les islamistes et qu'ils les amèneraient à changer d'opinion. On sait la suite : ce sont les islamistes qui s'appuyèrent sur la gauche pour renverser le chah, au besoin avec un double discours, l'un en direction de leurs affidés et l'autre en direction des forces progressistes et de l'étranger (discours complaisamment relayé dans les médias et partis de gauche en France), puis ne firent qu'une bouchée de ceux-là, les emprisonnant, les torturant, les tuant... Chahla dû fuir le régime de Khomeyni devenu encore plus sanguinaire que celui du chah. Comment ne pas penser à certains tribuns islamistes actuels, soutenus malheureusement par toute une frange de « la gauche de la gauche » au nom de la lutte contre l'impérialisme américain, nous expliquant que les forces islamistes étant révolutionnaires, elles portent en elles une « radicalité » (!) qui en fait des alliés « naturels » (!) ? (Sans compter la mauvaise conscience issue des guerres coloniales poussant à boire toute parole provenant des ex-pays colonisés). A ce propos, Chahla déplore : « les « droits de l'hommes » ou des éléments de la gauche

deviennent alors pro-islamistes sans le savoir : ils font des alliances objectives avec [ces] mouvements ».

La question de l'exil

Je reprends pour cela les termes de Chahla :

« Les fanatiques sont faciles à repérer : on enferme les femmes, c'est clair ! Un discours de Tariq Ramadan n'interpelle pas de la même façon. Le problème actuel de l'islamisme, c'est une stratégie néo-patriarcale qui prend en compte l'évolution actuelle des femmes pour contrôler et canaliser leurs mouvements afin de préserver la hiérarchie sexuée, justifiée par le sacré. »

L'exil est souvent vécu par les exilés à la fois comme souffrance et enrichissement, en tout cas s'il est politique ou s'il est choisi - alors la dimension de perte et de deuil peut être moindre (le cas de l'exil économique que je qualifierais de « survie alimentaire » est sans doute différent). Ayant vécu plu sieurs années à l'étranger (en Algérie), j'avoue que je suis toujours frappée par la façon « petit bout de la lorgnette » dont certains, dont je suis cependant proche politiquement, abordent les problèmes. Bien sûr, je n'ai pas été exilée, car cet « exil » fut choisi avec enthousiasme et j'aurais pu rentrer dans mon pays si je voulais. Mais il n'empêche, cette expérience a changé ma manière de voir et m'a fait prendre du recul par rapport aux idées françaises ou occidentales (y compris de gauche) : je me sens bien plus proches de mes copines algériennes par exemple, que de mes collègues de boulot ou même des amis alternatifs. Chahla a sans doute beaucoup plus à nous dire, de par cette expérience douloureuse mais multiple, que beaucoup de nos « penseurs » si sûrs d'eux, mais si ignorants d'autre chose que leur environnement.

Les droits des femmes

Chahla Chafiq nous dit : « Les fanatiques sont faciles à repérer : on enferme les femmes et on les viole, c'est clair. Un discours de Tariq Ramadan n'interpelle pas de la même façon. Le problème actuel de l'islamisme, c'est une stratégie néo-patriarcale qui prend en compte l'évolution actuelle des femmes ». Et c'est là qu'il faut réfléchir à ce que l'on considère comme valeurs humaines : les droits des femmes, ce sont des droits des humains, pas des droits réductibles à « l'occident », même chose pour la laïcité (n'en déplaise à Patrick Braouzec et quelques autres !). A propos de la loi, Chahla nous rappellera qu'à l'époque de la bataille pour le droit à l'avortement ou contre la peine de mort en France, une majorité de personnes étaient sans doute opposées à la loi. Fallait-il pour autant attendre qu'elles aient changé d'avis pour faire ces lois ? Bien sûr que non ! Au contraire, dit-elle, le législateur doit prendre en compte les valeurs pour « travailler à la loi et à sa pédagogie ». On a beaucoup parlé dernièrement de la liberté de choix (à propos du voile par exemple). Chahla prend l'exemple de : « pas mal de femmes qui ont choisi à 25 ans, même en France, de quitter le travail pour s'occuper de leurs enfants. A cinquante ans, elles regrettent ». On

ne peut donc fonder « une politique d'égalité sur un choix personnel, car une politique d'égalité c'est un ensemble d'orientations. Ensuite les gens peuvent choisir ».

Beaucoup de choses encore seraient à noter, comme la question de la prison politique en tant que laboratoire pour faire émerger le «nouvel homme islamiste » que les islamistes en général, et le pouvoir iranien en particulier, appellent de leurs vœux : on sait que l'Iran constitue un exemple pour certains islamistes à la mode.

De nombreuses questions, souvent pertinentes furent posées à la suite de l'exposé de Chahla. Pour finir, un grand merci à Chahla, à nos amis alternatifs du Tarn, par qui nous avons pu la rencontrer, ainsi qu'aux participant-e-s et particulièrement à celles qui firent le voyage de Toulouse.

Marie-France Durand

Dessin de Jean Brun



**Sur des questions équivalentes
Vous avez pu lire dans Point Gauche !**

- N°2 : Rapports Nord-Sud, Marie-France Durand (09- 92)
N° 8 : Palestine, Colette Berthès (09- 93)
N°10 : Algérie le temps des assassins, René Hervieu (Janvier 94)
N°12 : Algérie, Sur le roman de Laura Mouzaïa ; Maroc, Notes de voyage D.M.(juillet 93)
N°14 : Algérie : alcool du fric et droit de cuissage, Laura Mouzaïa (septembre 94)
N°15 : Algérie, le temps de la résistance, René Hervieu (11- 94)
N°16 : Montauban en Kabylie, Jean-Paul Damaggio (janvier 95)
N°17 : Voyage en Palestine, Colette Berthès (mars 95)
N°21 : Journée sur l'Algérie, reprise de propos de Ben Barka (novembre 95)
N°25 : Algérie, Marie-France Durand (juillet 96)
N°27 : La laïcité combative, Roger Labrusse (novembre 96)
N°33 : L'Algérie en novembre 97, Marie-France Durand (11- 97)
N°34 : Rencontre avec Rachid Boudjedra par R Hervieu et C. Berthès (janvier 98)
N°35 : Suite de l'entretien avec Rachid Boudjedra (mars 98)
N°36 : Bon anniversaire ô Israël ! Colette Berthès (mai 98)
N°46 : Sur l'Algérie, Georges Rivière et Marie-France Durand (février 2000)
N°49 : Rencontre avec Taoufik Ben Brik, M.-France Durand (septembre 2000)
N°53 : Rencontre avec Elias Sanbar par Christiane Savary (06-2001)
N°52 : La France et l'Algérie en 1851 débat du 30 mars 2001 avec J-P Damaggio
N°55 : Sur l'Algérie, Marie-France Durand (septembre 2001)
N°57 : Palestine, année moins 1, Colette Berthès (janvier 2002)
N°58 : Leïla Shahid à Toulouse, Marie-France Durand (mars 2002)
N°59 : Sur Laura Mouzaïa, la parole à une lectrice (mai 2002)
N°62 : Elections au Maroc et en Algérie, M.-Fr. Durand (11-02)
N°63 : Maroc, bribes, réflexions et impressions de voyage, C Léon (janvier-2003)
N°64 : Mahmoud, vite, de l'oxygène ! Jean-Paul Damaggio Débat sur la laïcité, Gauche 92 (février 2003)
N°65 : Latifa, un peu de lumière ! Jean-Paul Damaggio (04-03)
N°66 : Ni putes, ni salopes, Nanette
N°70 : La laïcité, Michèle Escobar (article repris en entier n°71); Au sujet du voile ; brèves d'Algérie, Marie-France Durand ; Laïcité, un peu d'étymologie, Marie-France Durand et JP D. ; Palestine 2003, Colette Berthès.
N°71 : Laïcité, une idée neuve en Europe ? Michèle Escobar ; Droits des femmes, islamisme, Marie-France Durand ; Au pays des pierres qui volent, Yvette Naal (mars 2004)
N°73 : Le bus à l'oreille, Geneviève Gillet (avril 2004)
N°74 : Portraits d'Algériennes, Marie-France Durand (06-2004) ; Des démocrates en Algérie, Jean-Paul Damaggio (juin 2004)
N°75 : La plus belle des libertés, un article de Yasmina Khadra (07- 2004)
N°77 : Quand Khomeyni enthousiasmait la gauche ! Jean-Paul Damaggio.

« Les femmes sous le poids des intégrismes »

CHAHLA CHAFIQ, sociologue écrivain invitée du journal Point Gauche !
Montauban — Samedi 13 Novembre 2004

Texte relu et corrigé par l'intervenante

Sociologue de formation, Chahla Chafiq a quitté l'Iran en 1983 pour échapper à la prison des ayatollahs qui réprimaient les militants de gauche. Déléguée générale et responsable de formation à l'ADRIC, association œuvrant dans le domaine de l'intégration et de la lutte contre les discriminations, elle travaille sur les thématiques touchant à l'interculturalité pour favoriser la lutte contre les discriminations en tous genres. Elle milite aux côtés de nombreuses associations féministes.

Chahla Chafiq est l'auteure de plusieurs ouvrages sur les femmes et l'islam, en particulier sur la question du voile : *Le nouvel homme islamiste : la prison politique en Iran* (Editions du Félin, 2002), *Femmes sous le voile* (avec Farhad Khosrokhavar, éd. du Félin, 1995), *La femme et le retour de l'islam* (éd. du Félin, 1991).

Son intervention

Dans mon parcours d'exil et d'intégration, j'ai rencontré plusieurs France : la France démocratique et la France fasciste, la France ouverte et la France fermée ! Et puis, j'ai connu la France islamiste. Cette découverte a été pour moi, sujet d'étonnement et de réflexion et, bien sûr, de passage à l'action. L'exil a été le temps du recul pour réfléchir sur les mécanismes de développement de l'Islam politique dans mon pays, l'Iran, lieu de victoire de l'islamisme et de l'expérimentation de son projet social. Idéologisation de la religion, l'islamisme cristallise dans le monde actuel un phénomène de retour des identités figées, communautaires, sur la base de l'ethnie, de la nationalité, de la religion...

La religion revient sur la scène politique avec force. L'analyse des phénomènes islamistes permet de réfléchir sur les dangers du retour de l'extrême. Le monde actuel est traversé par des mouvements paradoxaux.

D'un côté, il devient un village avec le développement des communications et des circulations qui entraînent le rapprochement des univers, la disparition des frontières, la construction d'ensembles comme l'Europe.

De l'autre, il y a la tendance au repli. Les gens cherchent des lieux, des frontières. Dans cette quête personnelle vide de véritables alternatives ouvertes et progressistes, s'imposent les mouvements extrémistes.

Il ne faut pas oublier que la religion est de façon générale la seule doctrine qui propose une explication pour l'au-delà, après la mort. C'est très important : la mort fait partie des questions qui touchent l'être humain. Pour moi, il s'agit d'une question philosophique essentielle.

Dans le processus de mondialisation actuel, tout n'est pas négatif. Je ne suis pas contre la mondialisation, mais il s'agit pour moi de réfléchir sur son contenu. En soi, la disparition des frontières et le rapprochement des univers

sont des éléments qui m'intéressent. Je ne suis pas pour me replier sur l'identité des frontières. On peut avoir une identité multiple et cela est très bien pour développer la citoyenneté mondiale. Mais, à mes yeux, la critique doit cibler la marchandisation qui renforce la culture de consommation dans les sociétés actuelles. Comme disent les philosophes, on définit l'être plus par ce qu'il a que par ce qu'il est. L'avoir est le sens de l'être, dans cette culture qui tend à être dominante. Je ne dis pas que tout le monde est réduit à ça, car c'est très dangereux de penser que les gens ne résistent pas. Mais c'est une tendance dominante qui crée un vide. Quand vous définissez les personnes par l'accès à la consommation, il y a une perte de sens qui doit nous interpeller. Dans ce monde vidé de sens, les extrémistes ont toutes leurs chances en proposant un sens réduit et fascisant. Ce sens proposé par ceux qu'on appelle les intégristes, les fascistes, les extrêmes, c'est un sens qui me fait peur, un sens réductionniste, un sens totalitaire. L'islamisme, par rapport à ça, c'est un cas à réfléchir. Je tiens à souligner que cette réflexion dépasse l'islamisme. C'est un sujet fortement central et intéressant : on ne cible pas l'islam en tant que religion. L'islam comme le judaïsme, le christianisme est un ensemble d'enseignements, de doctrines.

L'islam est né au 7ème siècle dans la péninsule d'Arabie, s'est ensuite développé avec de grands empires. Aujourd'hui, l'islam politique interpelle le monde entier. Ce n'est pas le problème des musulmans, c'est le problème de tout le monde. Il cristallise tous les questionnements auxquels j'ai fait allusion : dans quel modèle de société vivons-nous et vers quel modèle avons-nous tendance à aller ? Ce sont des questions philosophiques que toute société se pose pour créer des images idéales.

L'existence des valeurs républicaines de liberté, égalité, fraternité en France, ne signifie pas qu'elles sont déjà réalisées. Elles signifient, qu'à partir d'un événement historique, la Révolution, la société française a formalisé certaines valeurs qui proposent une image idéale vers laquelle tout un chacun tend. Il ne s'agit pas seulement de discours. Même si les valeurs républicaines ne sont pas réalisées, elles ont une importance fondamentale dans la façon d'agir. Si on parle de l'égalité des sexes en France, nous savons que la laïcité n'a pas permis tout de suite, et automatiquement, les droits des femmes. Nous savons que l'instauration des droits de l'Homme n'a permis que tardivement l'accès des femmes à des droits. Mais sans cette instauration de la laïcité et des droits de l'Homme, l'accès des femmes à leurs droits ne serait pas réalisable.

Il est donc dangereux de tenir le genre de discours « post-moderne » à la mode : « on affiche l'égalité mais c'est formel, l'égalité concrète n'étant pas là, on n'a pas de leçon à donner aux autres ». Je dis : « si ! c'est la peine, car cette égalité formelle telle qu'elle est revendiquée permet à des femmes et à des hommes de militer pour arriver au concret ». Les valeurs en tant qu'image idéale, et la loi qui les soutient, sont fondamentales pour la liberté des femmes, même si on sait qu'en France l'existence de ces lois égalitaires n'a pas conduit automatiquement à une égalité sans faille. Bien sûr, il reste beaucoup à faire

pour aller du formel au concret. Mon questionnement se porte sur la dialectique entre le formel et le concret qu'il ne faut pas perdre de vue, sinon on tombe dans des logiques entendues dans les médias et les quartiers : « il y a des discriminations, du racisme, il y a des choses et autres, donc pas de leçon à donner ». Bien sûr, il s'agit d'une image idéale, mais ce n'est pas une image idéale occidentale ou orientale, c'est une image idéale politique ! Si vous regardez l'Iran contemporain, vous verrez que cette même lutte pour l'égalité et la liberté a toujours été présente, mais, vu les circonstances politiques, cela n'a pas donné les mêmes résultats. N'en déduisons pas que les personnes de mon pays n'étaient pas désireuses de liberté et de démocratie. On entend toujours dans les débats : l'islam est l'identité de ces peuples, il ne faut pas leur imposer un modèle. De ça, on en déduit que les femmes et les hommes militant pour ces valeurs là sont occidentalisés, comme si l'Occident avait le monopole de la démocratie, de la liberté, des droits de l'Homme. L'Occident a été le berceau de l'épanouissement de ces valeurs pour des raisons historiques et sociologiques. C'est sous la Renaissance qu'agirent les avant-gardes de la laïcité.

Pourquoi parle-t-on de Renaissance ? Car il y a eu une naissance quelque part. Et cette naissance s'est faite en Grèce antique, pas en France. Ces avant-gardes ont fait une gymnastique intellectuelle intéressante pour trouver des acquis dans l'humanité, en dehors de leurs frontières et pour fonder leur réflexion sur ces acquis et les partager. Quand l'humanité obtient un acquis quelque part, ce dernier m'appartient. Je ne me limite pas à une frontière nationale en disant « ici c'est la France qui a fait, donc ce n'est pas mon problème ». Quand un acte de barbarie se produit dans le monde, il m'appartient aussi de le juger. Le discours sur le relativisme est dangereux, surtout en ce qui concerne le statut des femmes. Quand on revient sur des débats problématiques comme l'excision et d'autres actes patriarcaux et barbares, on dit : « attention, ce sont des faits culturels ». Oui, ce sont des faits culturels, on sait très bien que les gens ne sont pas barbares... Il y a toujours des explications culturelles qui donnent sens à un acte qui pourrait en même temps être barbare. Par exemple l'excision. Je ne juge pas les personnes mais je juge l'acte comme barbare même s'il est culturel, car personne n'est obligé de rester dans un cadre culturel figé. Toutes les cultures sont capables d'évoluer. En France par exemple, l'évolution après mai 68, accomplie par rapport aux droits des femmes, égale le rythme des siècles. Pendant des décennies, la société française a peu bougé, puis les événements de mai 68 ont fait faire un bond en avant aux droits des femmes. Le concept de culture figée ou immuable est faux. Si c'était le cas, la France catholique n'aurait pas pu passer à la laïcité. Les intégristes ou les extrémistes veulent canaliser ce mouvement d'évolution, et par une utopie dangereuse, ils produisent un sens fermé et par essence totalitaire.

Concernant les femmes, on dit toujours que les intégristes juifs, chrétiens, catholiques, ou islamistes ont une vision très figée et patriarcale du rapport des sexes. Mais que va-t-on dire du discours qui, se déclarant moderne, affirme : la femme peut aller travailler, mais il vaudrait mieux qu'elle se voile. En effet, les

fanatismes clichés sont facilement repérables. Celui qui dit « oui, il faut battre sa femme » a un discours idéologique franc. Ce qui m'interroge beaucoup plus dans le mouvement actuel de l'intégrisme, dont l'islamisme est un exemple très intéressant, c'est l'ambiguïté de discours qui permet le développement de stratégies néo-patriarcales, articulant divers éléments de l'islamisme et de la modernité pour produire un cocktail plus facile à avaler. Cette opacité du discours entraîne, sans le savoir, différentes structures de défense des droits de l'Homme et de la Gauche dans la mouvance pro-islamiste : ces éléments font des alliances objectives avec certains mouvements dont le discours difficilement identifiable séduit. Les fanatiques sont faciles à repérer : on enferme les femmes, c'est clair ! Un discours de Tariq Ramadan n'interpelle pas de la même façon. Le problème actuel de l'islamisme, c'est une stratégie néo-patriarcale qui prend en compte l'évolution actuelle des femmes pour contrôler et canaliser leurs mouvements afin de préserver la hiérarchie sexuée, justifiée par le sacré.

Le fait de se déterminer par rapport à une identité définie par une religion constitue une frontière dangereuse pour les femmes. Peu importe qui vous êtes, d'où vous venez, peu importe votre milieu social et votre groupe, vous est identifiée comme membre de la umma, la grande communauté musulmane. Vous appartenez à cette communauté, vous vivez en Europe, en Algérie ou au Maroc... Il ne faut pas oublier que, même dans les pays dits musulmans, l'évolution n'a pas été stoppée, les filles sont allées à l'école, particulièrement dans les milieux urbains ; les femmes ont eu accès au travail rémunéré, transgressant ainsi l'espace sexué. Le salaire amène la reconnaissance. Dans beaucoup de pays dits islamiques aujourd'hui, cette évolution est en cours, surtout dans les grandes villes. Cette évolution a fait apparaître une image sociologiquement mitigée des femmes. Il n'y a plus de masses de femmes homogènes en blanc, noir, vous avez une imagerie très colorée des femmes. Dans les quartiers riches, populaires vous avez des images très diversifiées. Tout dépend dans quelle ville vous entrez.

Ces pays sont dominés par des systèmes dictatoriaux et c'est le deuxième élément important. On a donc un paradoxe total : du point de vue sociologique l'image de la femme a changé, mais sur le plan des droits, dans beaucoup de pays dits islamiques, les lois sont contradictoires avec ce statut social. Même dans les pays dont la loi constitutionnelle affiche l'égalité des citoyens, le code de la famille, lui, est inspiré souvent par la loi islamique complètement inégalitaire. La femme est « saucissonnée » comme disait une avocate algérienne. Les islamistes modernisés ont donc adapté leur discours par rapport à l'évolution des femmes pour canaliser leurs forces. Ils ne s'intéressent pas seulement aux femmes traditionnelles. Tariq Ramadan veut parler à une population française de filles et de femmes qui sont déjà présentes dans l'espace public. Il ne va pas leur dire qu'elles doivent sortir de cet espace public, ce n'est pas possible et ce n'est pas son souhait. Il veut seulement les réorienter selon sa stratégie communautaire. Le voile change ainsi de symbole

: il devient un instrument de pudeur permettant à la femme l'accès à la citoyenneté tout en préservant son identité culturelle musulmane (il faut toujours que cette étiquette soit là). Elle doit avoir recours au voile qui lui permettra une citoyenneté authentique. Elle aura accès à l'espace public mais voilée. Il ne faut pas oublier que cette authenticité s'inscrit dans un rapport spécifique au corps. La philosophie du voile ne change pas, même si le symbole change. « En tant que femme voilée, il y a des choses que je ne dois pas faire. Il y a des modèles de la libération que je ne dois pas suivre. »

Dans ce cas, on opère aussi par une perversion du modèle de la liberté occidentale en disant : « oui, dans la liberté occidentale le corps de la femme appartient à elle, mais aussi à la pornographie. Cette sorte de liberté ne nous intéresse pas. Nous voulons une femme pudique ».

Avec ça, viendront les idées telles que le bienfait du mariage arrangé (« non forcé », semble t-il, puisque la femme est censée donner son consentement). La femme doit penser que le foyer familial est premier, que le divorce est très mal vu... Aussi les traditions patriarcales se reformulent pour se propager tranquillement. A Ottawa, au Canada, les organisations islamistes sont en train d'obtenir que le code du statut personnel, divorce et mariage, soit à la carte pour la communauté musulmane. Cette réclamation se fait au nom du respect des cultures et de la liberté de choix. Au nom de la liberté, on voudrait mettre en place cette régression fondamentale. Toute cette théorisation se fait au nom de l'équité et des droits de l'Homme. Dans cette argumentation, une absence : les droits des femmes ! et ceci en remplaçant la notion d'égalité par celle d'équité.

Aussi, la philosophie du choix devient assez ridicule. Dans ce genre d'argument, le terme choix ne veut rien dire. J'ai rencontré pas mal de femmes qui ont choisi à 25 ans, même en France, de quitter le travail pour s'occuper de leurs enfants. A cinquante ans, elles le regrettent. Pourquoi doit-on fonder une politique d'égalité sur un choix personnel ? Une politique d'égalité est un ensemble d'orientations. A partir de là, les gens peuvent choisir. Mais on ne peut juger d'une politique sociale par rapport au choix. Il est devenu à la mode qu'un sociologue publie un livre d'entretiens avec 50 filles voilées pour dire : « c'est leur choix ». Si à l'époque de la bataille pour le droit à l'avortement, nous avions fait les entretiens dans la rue, peut-être aurions-nous trouvé cent personnes contre ce droit. Et alors ? Par rapport à la peine de mort, qui garantit aujourd'hui en France, que vous ne trouverez pas beaucoup de gens pour refuser son abolition ? Un législateur se doit de prendre en compte les orientations, les valeurs (liberté, égalité, fraternité) pour travailler à la mise en place d'une loi et à sa pédagogie. Cette histoire du choix est toujours valorisée comme valeur de la liberté. Il y a une confusion très dangereuse sur les concepts de liberté toujours utilisés au détriment des droits des femmes. C'est l'affaire de tous les intégrismes, pas seulement les islamistes. D'ailleurs, les intégristes ont été ensemble à la Conférence de Pékin, unis et solidaires, afin d'enlever le mot égalité sous le prétexte que celui-ci était occidental. Leur

argument : « traduit dans nos cultures, ce mot est choquant ». Ils réduisent le culturel au cultuel et là est le véritable danger. La religion est une dimension de la culture ; l'islamisme modernisé, lui, prétend que l'islam, en plus d'une religion est aussi une identité culturelle. Il s'agit d'une opération magique : le culturel devient le cultuel. A partir de là, les islamistes en déduisent que certains termes ne peuvent plus rentrer dans le vocable religieux : alors plus d'égalité, mais oui à l'équité !

Tous les intégristes ont un mot d'ordre : créer une communauté. C'est pourquoi la question des femmes est au cœur du problème des intégrismes y compris politiques. Si vous voulez créer une communauté politiquement figée, avec un ordre, ou une communauté dirigée par la religion, vous êtes obligés de maintenir un ordre, une hiérarchie. Or, les femmes sont à la frontière du privé et du public, par leur statut, en tant que mère, sœur, amante etc... Dans cette logique, il est donc nécessaire de figer cette frontière. La femme est adorée en tant que mère, sœur, amante mais s'avère dangereuse en tant qu'individualité puisqu'elle bouleverse les frontières de l'ordre. Derrière cette pensée, il y a l'obsession de l'identité paternelle, de la filiation, très présente dans les plaisanteries qui traversent le monde patriarcal. L'identité de la mère est facile à reconnaître, celle du père non. Il faut donc contrôler la sexualité de la femme, une obsession très présente dans la loi islamique. La raison théorique est assez paradoxale : l'islam est la seule religion, parmi les trois monothéismes, qui reconnaît le plaisir sexuel, le plaisir charnel en dehors de la reproduction de l'espèce. Le croyant a droit à satisfaire sa sexualité. On reconnaît la femme comme active, étant animée du même désir sexuel. Ce qui la rend dangereuse aux yeux de ceux qui veulent instaurer un ordre hiérarchique dans la cellule familiale. D'où le paradoxe de la loi islamique : par la polygamie et l'esclavage (à l'instar d'autres grandes religions monothéistes, l'islam n'a pas aboli l'esclavage), l'homme a un champ de liberté sexuelle assez élargi, mais chez la femme il est très limité. Tout acte d'infidélité est sévèrement châtié. Dans ce cadre, le voile symbolise la frontière sexuée qui renvoie à une obsession de non mixité. L'homme chef est supérieur, la femme est sous protection.

Le modèle islamique est un modèle social où il n'existe aucune marge pour accéder à la liberté, l'égalité et l'autonomie. D'où l'apparition de la notion d'équité. Les islamistes modérés essaient de jongler et d'articuler tout ça avec beaucoup de difficultés. Ils arrivent à mobiliser, non pas parce que leur discours est clair, mais, grâce aux recherches identitaires qui font que des oreilles les écoutent. On assiste à un retour du voile non pas seulement dans les quartiers populaires, ou avec la première génération, mais aussi au sein de toutes les couches de la société et dans les universités. Ce phénomène doit nous interroger radicalement sur les questions socio-politiques. Il ne s'agit pas simplement de religion mais d'un discours idéologique qui recrute et ce recrutement se fait dans un contexte de vide social et politique. J'ai commencé mon discours avec ce vide, je le termine de même. On est face à une urgence de

réflexions sur ce vide, surtout en matière de conséquences par rapport aux droits de liberté, d'égalité et de fraternité, les valeurs que nous affichons. Il faut trouver un discours alternatif porteur de sens. Tant que nous en serons incapables, la place sera libre pour tous types d'extrémismes qui continueront à fleurir malgré nos meilleures volontés.

Le débat

Réponses de Chahla Chafiq après une série de 5 questions.

1) L'identité des personnes ?

La personne vient du Kosovo et se découvre musulmane par le regard porté sur elle en France. Oui, l'identité est un processus complexe. Elle se construit par identification et par distinction. Pour exister, vous avez besoin de vous identifier et de vous distinguer : un double processus. Chaque cas est différent. L'identité est à la fois une construction personnelle et collective. Il y a une palette d'images. En France nous découvrons comme phénomène le retour à une identité mythique qui interroge la politique d'intégration. Beaucoup font des jeunes, des victimes. Il faudrait sortir de cette victimisation car je pense qu'il existe une pluralité d'images chez les jeunes. On ne parle presque jamais des trajectoires de réussite. On ne les valorise pas aussi souvent qu'il le faut, et face aux trajectoires d'échec, on valorise les retours à l'identité. D'où le discours de certains élus, politiques ou associatifs. Quand on voit surgir les problèmes, ces derniers disent :

« c'est pas grave, les imams proposent d'arranger la chose en menant les jeunes dans le droit chemin, on les laisse faire ».

C'est une affirmation de l'impuissance. Dans quelle société la religion a-t-elle réglé le problème de la délinquance, dans quelle société ?... Croire qu'en Iran ou en Arabie Saoudite il n'y a pas de délinquance est une absurdité. L'exemple iranien démontre tout à fait le contraire. (voir l'ouvrage : Le nouvel homme islamiste).

Il faut en finir avec les identités unilatérales. On n'est pas obligé de s'enfermer dans une identité quelconque au détriment de ses racines. Ce que j'ai comme iranienne, je ne l'ai jamais oublié pour adopter la nationalité française. Cette appartenance multiple est une appartenance moderne qui apporte beaucoup de richesses.

L'identité juive ? J'ai beaucoup d'amis juifs qui sont athées ou laïques et qui ne disent jamais qu'ils sont juifs. Par ailleurs, « être juif » s'est construit également par rapport à une expérience d'errance et de répression. Faute d'un pays de référence, ce fut une façon de dire qu'on appartenait à une communauté. Dans le cas musulman, les Palestiniens mettent en avant non la religion, mais leur revendication, une terre... Aujourd'hui, les islamistes essaient d'idéologiser ce combat en lui donnant un caractère religieux et en propageant, de ce fait, les idées antisémites.

Si nous donnons à chacun les moyens de s'épanouir sur plusieurs plans, il n'y aura pas ce repli identitaire. J'ai connu le cas des jeunes qui avaient l'air de rejeter leur appartenance à la France, puis, en voyage en Espagne, où ils ont été dragués en tant que beaux français, ils ont alors affirmé « oui, je suis Français ». L'image de Français devenait positive. Mais ici, quand on les regarde comme s'ils n'étaient pas Français, quand on ne les accepte pas comme tels, alors ils n'ont pas envie de s'approprier cette identité. Il faut travailler sur tous ces aspects. En quoi cette jeunesse aurait intérêt, car il faut travailler sur l'intérêt des gens, à appartenir à une identité multiple ?

2) L'interculturel ?

Pendant longtemps en France on refusa de s'interroger sur l'interculturalité car on pensait que le modèle universel ne devait pas entrer dans la discussion sur le particulier. L'universel ne veut pas dire le rejet du singulier. Voilà d'ailleurs pourquoi les droits des femmes ont eu du mal à acquérir une place. L'universel ne veut pas dire que les sexes, les classes sociales et les différences n'existent pas. Le jour où on aura un discours universel qui prendra en compte les dynamiques de la singularité, tout en sortant des visions du relativisme culturel, nous aurons fait un grand pas en avant.

Les discours assimilationnistes dans lesquels l'universel nie le particulier et le singulier sont aussi dangereux que les discours culturalistes qui tendent à présenter les cultures comme les univers immuables. Je suis pour une dynamique interculturelle qui se réalise à partir d'échanges, de mixité, de métissages et de rencontres. Cette rencontre doit être quotidienne. Il faut apprendre à vivre ensemble. Dans la crise des valeurs, les adultes ne savent plus lesquelles propager. Les valeurs collectives n'étant pas reprises ni travaillées, on en arrive à dire qu'elles ne valent rien. Certains pensent que liberté, égalité et fraternité ne signifient rien, appartiennent simplement au décor. Mais il faudrait revenir sur le fait qu'elles ont une fonction sociale que l'on se doit de travailler pour les sortir de l'abstrait.

3) La liberté au nom de l'islam ?

Tariq Ramadan dit : « je suis laïque mais... il faut ouvrir la laïcité ». Il emprunte le discours moderne pour affirmer que la laïcité doit s'ouvrir à l'identité islamique qu'il revendique. Une fois que vous avez accepté l'islam comme la source de l'identité collective, alors vous admettez que vous ne pouvez pas appliquer la laïcité telle quelle, car elle entre en contradiction avec cette identité collective. Donc, il faudrait adapter la laïcité à l'islam, l'ouvrir en acceptant le voile à l'école par exemple, il faut accepter petit à petit des lois de cette communauté. Donc sur la lapidation, il faut discuter. En Iran, depuis 25 ans, on discute mais on lapide ! La discussion peut continuer dans l'université, et pourquoi pas dans les universités religieuses, ils peuvent discuter mille ans de la lapidation, ça ne me dérange pas, on peut faire des études sur l'aspect culturel etc. mais en tant que femme, j'exige une loi claire. Tariq Ramadan

mélange tout : il dit sans cesse qu'il faudrait que les mentalités changent, mais dans le domaine de la juridiction, on ne peut pas attendre que tout le monde soit d'accord, car si on avait attendu pour le droit à l'avortement, il ne serait jamais arrivé. La démocratie est un rapport de force. Dans aucune démocratie tout le monde n'est d'accord. Il y a une pluralité de positions et celle qui gagnera est celle qui mobilisera. Sur le PACS, il y avait un débat, et tout le monde n'était pas d'accord. La loi a tranché. Avec la philosophie de Tariq Ramadan, on arrive à une différenciation des droits suivant les différences culturelles. Moi, j'accepte la différenciation de l'identité sans en déduire une différenciation des droits. Je suis pour l'égalité des droits tout en acceptant la particularité et la singularité des personnes humaines dans le développement de leurs identités.

Des personnes vont peut-être me dire : comment sais-tu que les femmes concernées par la polygamie ou la répudiation ne sont pas plus heureuses que les autres ? Ce n'est pas mon problème. Je parle en termes de choix politique. Peut-être que la femme qui porte le voile est heureuse. Je n'entre pas dans les discussions subjectives. Je ne suis pas dans la tête de cette femme, et je n'ai pas le moyen d'observer l'évolution de sa pensée. Le sentiment de bonheur est subjectif. On peut se sentir heureux aujourd'hui et malheureux un an après. Le vrai débat sur l'égalité est de donner les moyens juridiques, pédagogiques... pour que les femmes puissent se construire dans l'autonomie. Ce processus n'est pas un processus de bonheur accompli. Qui a dit que les femmes, en ayant accès à la liberté, ont eu accès au bonheur ? Simone de Beauvoir en parle dans sa préface du « Deuxième sexe » en réponse à la question : « Pourquoi vous, la femme d'une classe sociale élevée, vous vous permettez de parler au nom des femmes du peuple ? Comment savez-vous que les femmes du peuple ne sont pas plus heureuses que vous ? »

En ce qui me concerne, j'accepte d'assumer la liberté avec tous les bonheurs et les malheurs qu'elle implique. La publicité dit que les femmes et les hommes sont toujours joyeux dans l'accès à la consommation. Je pense qu'on se construit dans le bonheur et dans le malheur...

La société moderne est une société dynamique qui engendre également les angoisses, puisque la liberté c'est le choix et le choix c'est l'angoisse. Quand vous êtes libre de construire votre vie, vous êtes beaucoup plus exposé à l'angoisse que celui ou celle dont la vie est dictée. Je préfère vivre dans un processus de liberté, que dans le calme d'une prison. Le discours démagogique de l'ambiance communautaire qui donnerait la joie et le bonheur est un véritable leurre. La communauté apporte la sécurité comme la famille, mais les conflits existent toujours. Dans la communauté, il y a le contrôle, et pour les femmes, c'est le contrôle de la gestion de la liberté. Ce qui me dérange dans le discours de Tariq Ramadan, c'est le contrôle communautaire au nom d'un sens retrouvé. A mon sens, la religion n'a pas à être la seule source de sens. La solidarité se doit d'en être une autre. Comme disait un philosophe : « quand on sait qu'on est mortel on pourrait au moins devenir solidaire ».

4) Le cas iranien, un cas d'école ?

L'Iran est le pays dans lequel l'islam politique moderne, prônant justice, égalité avec un discours séducteur, est arrivé au pouvoir. Après 25 ans nous avons les résultats de ce laboratoire. Cette expérience n'est jamais transmise, ce qui est un grand regret pour moi. On n'en parle pas pour des raisons d'Etat. Or il s'agit d'un cas d'école pour connaître l'islamisme. 25 ans de pouvoir des ayatollahs sont la cause d'un échec économique total. On assiste à l'enrichissement d'une classe sociale issue du gouvernement comme dans tout gouvernement totalitaire. Des fortunes faramineuses sont en jeu. Beaucoup de pouvoirs occidentaux en ont profité, car ils font de l'Iran un marché important. Au parlement européen, on parle des droits de l'Homme. Pourtant, on ne les met pas au centre des négociations avec le gouvernement iranien au vu des intérêts économiques. A l'époque du Chah, il y avait les riches et les pauvres, mais depuis, le fossé s'est encore creusé. La prostitution est un phénomène qui galope, la drogue le problème numéro 1. Le seul slogan clair des islamistes était « Retour à une société saine ». On ne savait pas ce qu'était le modèle économique de la société islamique idéale et on ne le sait toujours pas, (Tariq Ramadan n'en parle pas non plus). Ce que l'on sait avec l'expérience iranienne, c'est que, du retour de cette morale, a résulté une corruption totale du pouvoir, avec des affaires qui éclatent chaque jour en Iran. Les réformistes ont amené un espoir, mais à cause de la nature théologique du pouvoir, ils sont dans l'impasse. Il faudrait qu'il y ait une séparation entre la religion et la politique, il faudrait que les classes au pouvoir lâchent, mais elles ne le souhaitent bien sûr pas... Le prix du pétrole leur donne l'argent. Elles ont l'armée. Elles ont tous les moyens et n'ont besoin ni du vote ni de l'impôt. Le mouvement étudiant a été réprimé. Il y a une sorte de profonde crise des valeurs que les psychologues iraniens, à l'intérieur du pays, analysent. Face au pouvoir totalitaire religieux qui affirme certaines interdictions, sur la sexualité, l'alcool, il existe une vie double très flagrante. Chez eux, les gens font ce qu'ils veulent, à l'extérieur il y a tous les interdits.

Cette idéologie totalitaire politique voulait créer un modèle nouveau de l'homme en Iran. Ce modèle est un échec. J'en ai fait l'objet de mon livre «Le nouvel homme islamiste». Il s'agit d'une analyse sur la dimension fascisante de l'islamisme. En plus, il faut savoir que pour Tariq Ramadan, Rafsandjani est un modèle. Il a beaucoup de sympathie pour lui. Au Forum Social Européen de Saint-Denis, des personnes me dirent : « Mais qu'est ce que vous racontez, l'Iran est en pleine évolution, ça démontre que l'islamisme n'a pas échoué ! ». Que d'images fantasmagiques circulant notamment grâce aux médias ! Le plus souvent les médias ne présentent pas une vision complexe. Si vous prenez le cinéma iranien présenté ici, c'est un très beau cinéma, mais on oublie toutes les limites des productions artistiques. Ce cinéma s'intéresse beaucoup aux enfants et aux villages, d'autres sujets sont volontairement exclus. Si vous mettez les femmes en scène dans un film iranien, même si elle est mariée, elle

doit garder le voile dans le lit ou dans la cuisine ... Il y a une part de ridicule dans tout cela ! Ce qui fait que l'Iran actuel est aussi un laboratoire de transmission d'expériences formidables pour lutter contre l'intégrisme religieux. La société iranienne résiste à sa façon, y compris sur le plan des créations artistiques.

Intervention de Christine Delbos

Sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat, j'ai noté que des municipalités acceptent de céder aux pressions : des piscines ouvertes seulement pour les femmes à certaines heures ; on se marie d'abord à la mairie mais certaines municipalités ont accepté d'installer une séparation dans la salle de mariage entre hommes et femmes. Et pour parler de Tariq Ramadan, nous avons le nôtre en France en la personne de Nicolas Sarkozy, qui fricote avec la scientologie à des fins sans doute électoralistes et c'est très dangereux !

Intervention de Marie-Thérèse Martinelli

Je voudrais élargir le débat, comme Chahla l'a fait tout à l'heure, à toutes les religions, car à mon avis, elles sont un instrument que les pouvoirs utilisent à des fins de domination. Bien sûr que l'opposition entre ceux qui ont les moyens économiques et ceux qui ne les ont pas est une question importante mais il y a une autre question tout aussi importante : comment les pouvoirs patriarcaux jouent-ils avec le corps des femmes à travers ces religions ?

Si l'on regarde l'intégrisme juif, l'intégrisme catholique dont nous avons un représentant au Vatican avec l'Opus Dei et ses accointances avec les loges mafieuses, si l'on n'oublie pas aussi Bush et ses évangélistes, on constate de par le monde leur montée extrêmement préoccupante.

Il ne s'agit pas seulement de la question du sens à donner à la vie ou la mort, des questions philosophiques. Ce qui est préoccupant, c'est l'utilisation de ce besoin que les individus ressentent, à des fins de développement politique des groupes qui manipulent et endorment l'opinion publique. Le président de TFI disait dernièrement qu'il faut rendre les cerveaux disponibles pour vendre Coca cola, mais à mon avis, il vend aussi les religions qui endorment.

Lors du FSE de Saint-Denis l'année dernière, je suis allée aux ateliers où se trouvait Tariq Ramadan car je voulais l'entendre directement pour me faire une opinion. Je l'ai trouvé extrêmement dangereux, lui, le mouvement qu'il représente, et le MIB (Mouvement des banlieues à Lyon). Ils se réclament de l'islam de la libération en référence aux mouvements d'Amérique Latine où les prêtres et les religieuses luttèrent contre les dictatures. Cette référence et leur critique de la marchandisation du monde leur permettent d'obtenir une oreille attentive du mouvement altermondialiste. En fait, l'enjeu principal de leur discours est que nous acceptions le port du voile par les femmes, comme un choix libre et conscient lié à leur croyance. Ils en ont fait un banc d'essai pour tester la résistance de notre société laïque. Mais ce n'est qu'un premier pas car à la question que je lui ai posée : si le voile est votre seul enjeu, accepteriez

vous alors de dénoncer avec nous les exactions que subissent les femmes en Afghanistan, en Iran, en Algérie, au Soudan ou dans les pays du Golfe ? Il n'a pas répondu et a glissé sur d'autres sujets..

La supercherie de comparer l'islam politique sa volonté de conquête et sa dérive identitaire, à la théologie de la libération est énorme. Cette dernière se fondait sur une analyse marxiste et n'oubliait pas la lutte des classes. Elle était combattue par le Vatican.

A une autre question de la salle adressée au Mouvement des Banlieues : « dénoncez-vous les viols collectifs que subissent les filles ? », le représentant du MIB a répondu qu'il ne pouvait pas dénoncer son frère ou son père. Aveu de la banalité des viols, solidarité machiste patriarcale et criminelle qui est bien plus importante que le respect des femmes. La seule femme assise à la tribune avec eux, était voilée et elle ne s'est exprimée qu'à travers la lecture de sourates pour « nous transmettre la parole du prophète... »

Dans tous les cas, l'appropriation du corps est l'enjeu principal. Les islamistes les voilent pour se protéger, eux, du « mal » qu'elles représentent et pour les protéger, elles, de leur incapacité à maîtriser leurs instincts sexuels. La société marchande les déshabille pour les réduire au rang d'objet que l'on consomme et que l'on peut s'approprier. Dans les deux cas le contrôle du corps des femmes est l'enjeu du pouvoir des hommes qu'il soit économique, politique ou religieux.

Le Monde du 17 novembre, avec les attaches catholiques que nous lui connaissons, dans un article de Xavier Ternisien se fait le relai de campagnes de dénigrement des mouvements laïques, acceptant des données non vérifiées. Xavier Ternisien est un fervent défenseur des thèses de Tariq Ramadan. Ses écrits sont aussi diffusés sur le site islamiste oumma.com.

Ceux qui dans le mouvement altermondialiste (Pierre Khalfa membre du Conseil Scientifique d'Attac dans Libération du 11 novembre) à gauche et à l'extrême gauche (Le mouvement trotskyste en Grande Bretagne et le mouvement « une école pour tous » en France) ainsi que chez certaines féministes (Christine Delphy, rédactrice en chef de « Nouvelles Questions Féministes ») se laissent leurrer par leur discours, sont piégés par leur propre culpabilité néocoloniale et judéo-chrétienne. Ils ne se rendent pas compte qu'il y a une volonté hégémonique de domination des hommes et les femmes ne sont là que leur moyen de chantage.

Intervention d'Yvette Frot

La résurgence des intégrismes qui débouche très vite sur le commu-nautarisme est un outil intéressant pour la mondialisation libérale qui prétend « marchandiser » toutes les activités humaines. Quand un individu se définit comme appartenant d'abord à une communauté, comment peut-il alors envisager de créer des rapports de force, c'est-à-dire des actions collectives, avec éventuellement des gens qui appartiendraient à une autre communauté ? C'est un obstacle de plus dans les actions collectives. Pendant ce temps, les

multinationales continuent à mener leurs petites affaires. Je crois d'ailleurs que cette histoire de communautarisme qui en-trave considérablement les mouvements sociaux a été mise en évidence dans le forum social mondial qui a eu lieu en Inde. Les gens avaient une expérience de la question très difficile. Le système de castes y est un obstacle à des organisations qui permettraient de créer un rapport de force pour défendre les plus faibles.

Intervention de Chahla Chafiq

Je fais une différence entre ce que la religion peut proposer sur la fonction de mort, et l'autre dimension. Le message premier, pour beaucoup de gens qui se déclarent musulmans laïques, juifs laïques, chrétiens laïques, bouddhistes... est un besoin de quête d'une source de spiritualité (la religion n'est pas la seule source de spiritualité). Je comprends très bien que des gens trouvent ça dans une quelconque religion.

Pour moi le problème commence quand la religion entre dans le domaine de la loi, et c'est vrai, quelle que soit la religion. Cette intrusion de la religion (et de sa dimension sacrée) dans le cadre de la loi est dangereuse. Le sens profond de la laïcité est de créer un espace public non sacré, mouvementé dans lequel les citoyens sont considérés (dans un modèle idéal du moins) comme les personnes pouvant instaurer ou changer la loi.

Je m'intéresse aux modèles laïques et démocratiques. Le cas de la Turquie est problématique : on assiste de plus en plus à un retour de l'islamisme dans la politique de ce pays, alors même que celui-ci vit la laïcité depuis longtemps. Mais cette dite laïcité s'est mise en place dans un cadre dictatorial, dénué de démocratie, ce qui explique ses propres failles. Sans rapport de force, la laïcité ne peut s'approfondir. En Iran, l'attribution du droit de vote aux femmes ainsi que la question de la limitation de la polygamie ont été de bonnes réformes menées par le Chah. Pourquoi cela n'a pas été approfondi ? Même les couches sociales qui pouvaient potentiellement soutenir les réformes étaient réprimées ... Et alors tout le monde est allé vers l'utopie dangereuse de Khomeyni. L'absence de démocratie et de réflexion sur la laïcité a beaucoup nui aux intellectuels iraniens, à la gauche iranienne particulièrement qui a fait une alliance objective avec les islamistes au nom de l'anti-impérialisme.

C'était une erreur fatale, la même que répètent aujourd'hui certaines tendances de gauche que j'ai pu côtoyer au forum social. Des féministes m'ont dit : « écoutez madame, la religion c'est une question secondaire ». C'est une vision du monde : chaque fois qu'on fait des droits des femmes une question secondaire, c'est qu'on a une vision erronée de la dialectique entre démocratie et droits sociaux.

Je ne m'investis pas dans la lutte pour la disparition de la religion ou de la spiritualité, mais je voudrais bien que la place de la religion soit claire par rapport à la construction sociale et politique. La laïcité crée un espace public démocratique dans lequel les droits d'exercice de la religion sont les plus démocratiques possibles. Aujourd'hui, en Iran, les autres religions que l'islam,

n'ont pas les mêmes droits, avec des répressions importantes contre les religions qui ne sont pas considérées religion du Livre. Le voile est obligatoire quelle que soit sa religion.

L'islamisme crée de la discrimination entre musulmane et non musulmane, mais on oublie souvent qu'il introduit également des critères de distinction entre les bons musulmans et les mauvais musulmans. On peut ainsi voir aujourd'hui dans les quartiers apparaître les notions de bonnes filles voilées et de « salopes ». C'est ça qui m'interroge dans le phénomène du voile : la dialectique voilée/non voilée. Dans un quartier déjà ghettoïisé et fragilisé par les inégalités sociales, le chômage, la pression communautaire et la montée des extrémismes, le seul pouvoir restant est celui de domination sur les femmes. Dans un atelier de travail mis en place par des cadres associatifs laïques, j'ai assisté au témoignage d'une jeune fille voilée : « j'ai fait ce choix car, quand je le porte, je suis plus belle donc on me regarde ».

Alors j'ai dit : « pourquoi les hommes ne portent-ils pas le voile, pour ne pas s'exposer aux regards des femmes ? ». A la fin, elle m'a répondu : « c'est comme ça ». Il n'y a pas de réponse. Or, la réponse, se trouve dans le regard que portent ceux qui préconisent le voile pour les femmes, sur la sexualité de la femme en tant que source de perturbation pour un certain ordre. Donc la simple question à poser est la suivante : « Pourquoi les hommes ne se voilent pas ? »

Intervention de Jean-Pierre Pabanel

La séparation de l'Église et de l'Etat, je suis d'accord, mais quand il n'y a plus d'État, qu'est-ce qu'on fait ? Dans un certain nombre de pays, l'Etat n'existe plus, il n'y a plus moyen d'éduquer les enfants, plus moyen de se soigner, plus de moyens de solidarité. La destruction causée par les crises des Etats et les plans de privatisation de l'Etat fait que cette question, se pose différemment. Les groupements extrémistes confessionnels pallient l'absence d'éducation des enfants, des soins aux personnes et des moyens de solidarité. Ce qui veut dire qu'il y a une base objective qui explique le fait que les gens les reconnaissent.

Bien évidemment de telles pratiques ne sont pas gratuites, elles s'accompagnent d'un discours plus ou moins élaboré où se retrouvent le discours religieux et le discours de la révolte. Il est intéressant d'écouter le discours du petit cadre de base de ces milieux-là, baptistes, islamiques, etc. si on enlève un certain nombre de leurs discours, ils chevauchent les deux registres : le registre religieux et le registre anti-impérialiste. C'est là où les mouvements alternatifs doivent être vigilants pour bien différencier l'un et l'autre.

Intervention de Chahla Chafiq

La question de l'Etat doit être repensée. On a fini par réduire l'Occident à des choses négatives. La situation est en fait beaucoup plus complexe. Par rapport à l'Etat par exemple : autant la centralisation forte et la prise en charge de tout

par l'Etat sont négatives, autant l'absence de volonté d'un Etat, réduit à une sorte de gestion technique de la société sans modèle politique, est aussi dangereuse. Il faut un juste équilibre : que l'Etat ne devienne pas une oligarchie libérale, mais qu'il ne disparaisse pas et qu'il continue à être le garant des lois et des droits sociaux. Pour les femmes, l'existence d'une protection juridique est primordiale. Les acquis sont très fragiles.

Le livre de Caroline Fourest, *Frère Tariq*, est une enquête très détaillée et très intéressante sur Tariq Ramadan. C'est un sujet un peu tabou car beaucoup d'intellectuels occidentaux sont habités par une culpabilité liée à la colonisation passée du monde islamique et ne se permettent par conséquent pas d'aller sur ce champ de façon directe. Caroline Fourest y va avec une grande honnêteté marquée par une autocritique. J'apprécie beaucoup sa démarche.

Par rapport à Sarkozy, son pragmatisme politique propose un débat intéressant. Quel est le discours actuel sur l'ouverture des mosquées ? Il cherche une solution pragmatique pour contrôler la religion islamique en France. Sa solution ? Exercer un contrôle en apportant un financement des monuments religieux. « Ouvrons la loi 1905, subventionnons les mosquées pour pouvoir les contrôler ». Telle est son idée ! Cette volonté de toute puissance qui doit aboutir à tout contrôler est une illusion dangereuse. Le Conseil consultatif du culte musulman est investi par des mouvements intégristes. Censé être représentatif de la communauté musulmane, il légitime en fait les tendances intégristes, l'UOIF par exemple qui est une instance islamiste. Un homme politique trop pressé pour régler les choses (c'est le cas de Sarkozy) peut se heurter à des conséquences contradictoires. Je ne suis pas contre la construction de mosquées puisque de toute façon l'islam est la deuxième religion en France. Le droit d'exercer le culte ne doit pas être dénigré, la discrimination d'un islam qui se prierait dans les caves n'est pas acceptable. Mais penser qu'en subventionnant l'établissement de mosquées, nous arriverons à contrôler les islamistes, relève de l'illusion. C'était la politique du Chah en Iran. Il ne s'agissait pas d'une laïcité comme le prétendent certains mais bien d'un contrôle de la gestion de la religion. Comme je vous l'ai dit, le développement de l'islam était à la fois un phénomène religieux, politique et social. Si nous ne travaillons pas sur les causes de l'engouement et de la mobilisation des gens, ce n'est pas la construction de mosquées qui empêchera les jeunes recrutés de se faufiler dans les caves lorsqu'un discours imprégné d'intégrisme les attirera...

Question : Peut-il y avoir une parole spécifique des femmes ?

Chahla Chafiq :

Pour moi la féminité n'est pas une valeur en soi. Par exemple, la féminité ne met pas la femme à l'abri d'un discours complètement violent. Je pense que c'est l'éducation ou la construction de la féminité qui a fait que les femmes sont devenues plus douces, sinon elles ont la même charge de violence que les

hommes, à l'intérieur d'elles-mêmes. Elles peuvent la développer comme Thatcher l'a développée. Je crois que les femmes sont confrontées à une expérience de maternité par exemple, et elles sont porteuses d'une certaine vision qui peut provenir de leur vie réelle, pas de leur essence, à laquelle je ne crois pas tellement. Dans chaque homme, il y a une partie de ces valeurs considérées comme féminines, que les hommes auraient intérêt à développer. Mais les femmes pourraient aussi développer la part de ce qui est considéré « valeurs masculines » comme découvrir le monde, aller à la chasse ... La présence de femmes dans la politique est tout à fait fondamentale. Si les femmes reproduisent les schémas patriarcaux, je crains que les rapports de sexe et les rapports à la politique ne changent pas. Il faut que les femmes occupent leur place en politique, mais en même temps il faut que les hommes et les femmes critiquent ces schémas dominants en général, sinon les fils éduqués par les femmes deviendront des machos et les filles resteront toujours soumises. Je pense que nous avons intérêt à garder cette différence, je suis d'accord avec cette formule de différence dans l'égalité, il faut que les femmes puissent s'épanouir entièrement sur tous les plans. Il ne s'agit pas d'investir l'espace politique seulement en tant que femmes, mais en tant qu'actrices amenant leur expérience, et le monde politique y gagnera beaucoup. La moitié de l'humanité est tout de même mise à l'écart ce qui est très dangereux. Cependant je ne suis pas persuadée que les femmes, en tant que femmes, soient forcément épargnées par de mauvaises pratiques. Mais, ce n'est pas si grave. L'essentiel est d'expérimenter !

Rédacteur en chef (adjoint au Monde Diplomatique Alain Gresh à une histoire

Alain Gresh est devenu une référence quant aux questions de «l'islamisme». Sa responsabilité est donc importante. Pour comprendre sa position, voici un retour aux sources.

Il a commencé sa carrière de journaliste dans l'ombre du Parti Communiste Français au moment même où Khomeyni l'emportait en Iran. Voici donc une petite visite aux archives de la presse communiste de cette époque. Dans l'hebdomadaire de ce parti, *France Nouvelle*, où le ton était libre et le débat largement plus ouvert qu'à *L'Humanité*, ce fut d'abord Jacques Varin qui couvrit le Moyen Orient en 1979 ; Alain Gresh arrivera en 1980, avec le nouvel hebdomadaire, *Révolution*, plus lié à la direction du PCF et où naîtra le duo avec Dominique Vidal qui fut un personnage important de cette presse communiste.

Le 30 Juin 1979 *France Nouvelle* propose un dossier sur l'islam avec un chapitre sur les femmes qui donnera lieu à un débat :

Hélène Durieux : « La montée d'un mouvement populaire qui se réclame de l'islam et qui y trouve sa cohérence et sa force ne signifie pas forcément un recul pour la libération des femmes malgré les graves conflits qui surgissent. L'écroulement de la dictature du chah est PAR NATURE un acquis démocratique ». (je souligne ce « PAR NATURE » qui deviendra un dogme jusqu'à aujourd'hui).

Le 21 juillet 1979 une lettre de lectrice est publiée en réaction.

Arlette Orlando veut appeler « un chat un chat » « La religion musulmane par la place inférieure faite aux femmes est un drôle de frein à toute idée de progrès de l'humanité ».

Jacques Varin répond: « Certes, fusiller des prostituées, interdire le bikini et prescrire des plages séparées, tendre à obliger au port du voile peuvent soulever une légitime émotion. D'autant plus que des femmes iraniennes, y compris celles qui ont lutté contre le chah, protestent contre de telles mesures. Mais comment oublier que dans notre France scolarisée laïcisée, démocratisée, modernisée, il n'y a pas si longtemps - 37 ans - on guillotinaient encore une femme pour avortement ... »

Il termine ainsi : « Je crois qu'Hélène Durieux a eu raison de mettre l'accent sur « l'entrée des femmes dans la production », l'évolution des rapports socio-économiques étant décisive quant à celle des mœurs.».

(NDLR : entre 1976 et 1986 l'entrée des femmes dans la production a baissé en Iran de 13 à 9%).

Le 4 août 1979, un autre lecteur, Robert Vollet, réagit :

« Croire que l'entrée des femmes dans la production suffira à régler tous les problèmes culturels et sociaux me paraît inexact ».

Cet homme rappelle que la France d'il y a 37 ans, n'usait ni de la laïcité, ni de la démocratie puisque nous étions sous Vichy. Jacques Varin aime le débat donc il répondra que l'Iran est contradictoire entre Khomeyni et Taleghani ou Madari par exemple, donc : « Définir le régime iranien aujourd'hui comme étant « réactionnaire » serait être rapide dans l'analyse. » puis il indique qu'il l'est en effet pour les femmes. Il conclut ainsi : « Par ailleurs vous avez raison, les modifications des rapports de production ne règlent pas tout. Elles contribuent puissamment à faire évoluer les choses et les mentalités ». Entre temps Jacques Varin avait proposé un autre article le 29 juillet 1979 sous ce titre : *L'heure des choix*. Un article pour constater que la grande presse n'aime pas le nouveau régime donc les communistes l'aiment bien. « Cela étant dit, il est évident que la situation actuelle en Iran est complexe et difficile, qu'elle est même inquiétante ». L'article sert d'abord à justifier le régime en place au nom du retard imposé par le régime du chah. Cependant : « Comprendre le pourquoi de la situation actuelle en Iran ne doit pas conduire à approuver tout ce qui s'y fait ». Qu'est-ce qui ne va pas ? « Interdire aux femmes les plages mixtes et la profession de magistrat, fusiller des homosexuels ou des prostituées, prendre des mesures contre la liberté de la presse, laisser des manifestants se réclamant de l'ayatollah Khomeyni prendre à partie des manifestations de gauche ou mettre à sac le siège du parti communiste Toudeh, refuser l'exercice des droits nationaux autonomes aux minorités d'Iran, tout cela hypothèque l'avenir démocratique de la République islamique souhaitée sans doute par la majorité des Iraniens ». Après un tel tableau à quoi bon noter l'existence d'ayatollah plus démocrates comme Taleghani et Montazeri ?

Aain Gresh arrive en août 1980 avec la mort du chah traitée par Jacques Varin, tandis que lui évoque la guerre Iran-Irak. Il remplace définitivement Jacques Varin sur les questions du Moyen-Orient.

Important dossier en novembre 1980 : malgré un débat de quatre pages, pas un mot sur l'évolution de la situation des femmes. Telle est la signification majeure du passage de Jacques Varin à Alain Gresh qui, dès cette époque, semble compter les femmes pour quantité négligeable. L'heure du choix annoncé en juillet 1979 ne sera tranchée pour le PCF qu'en 1983 quand le parti Toudeh sera frappé par Khomeyni.

Voyons le dossier de novembre 1980 :

22 mois après la victoire de la révolution iranienne, Alain Gresh fait le point avec Dominique Vidal, Jacques Couland et Jean-Pierre Digard.

Alain Gresh : « Malgré les nombreuses manœuvres de certaines forces, ce caractère anti-impérialiste de la révolution iranienne n'a pas faibli. A mon sens il constitue aujourd'hui une donnée de fond qui marquera l'évolution future de l'Iran ». Le bilan de Khomeyni est jugé contradictoire mais dans l'ensemble positif comme était globalement positif le bilan de l'URSS.

Alain Gresh : « Quiconque a étudié le caractère unificateur et progressiste de la religion à diverses étapes de l'histoire de l'Europe, mais aussi du tiers-monde,

ne peut s'étonner qu'elle soit devenue la seule forme d'expression politique. La similitude avec l'Algérie, par exemple, est frappante : dans le rôle politique proprement dit de la religion, mais aussi dans sa fonction de réappropriation d'une identité culturelle et nationale, face à un régime occidentalisé et importateur d'une sous-culture étrangère ».

Je suis sûr que des lecteurs ont dû réagir à la lecture de cette phrase : « le caractère unificateur et progressiste de la religion en Europe » mais le courrier des lecteurs du nouvel hebdo ne s'en fera jamais l'écho.

Dans le dossier, seul Jean-Pierre Digard osera remettre en cause la stratégie du parti Toudeh proche des communistes, qui, pour coller à Khomeyni, prétend qu'il a comme eux l'objectif d'une société sans classe !

L'Iran ne reviendra en bonne place dans l'hebdo, qu'en décembre 1983 grâce à un entretien de Dominique Vidal avec ... Massoud Radjavi, le responsable des Moudjahidin, une tendance de gauche regardée jusqu'à alors avec mépris par les communistes. Mais les procès commencent contre le parti Toudeh donc on va l'interroger pour reconstruire très tardivement un front de gauche ! Les Moudjahidin furent pourchassés en 1981 sans que le parti Toudeh réagisse, et il serait bien qu'en 1983 les survivants des Moudjahidin soutiennent le parti Toudeh ! De toute façon il est trop tard.

Après ce dernier cri, l'Iran tombera dans l'oubli. Alain Gresh préférera s'occuper de la Palestine. En 1983, il publiera chez un petit éditeur Papyrus: *OLP, Histoire et stratégies, Vers l'Etat palestinien*, et l'année d'après, il aura accès à la maison d'édition du PCF, les Editions sociales pour *Proche-Orient : une guerre de cent ans*. En 1986, il sera chez Autrement pour *Les cent portes du Proche-Orient* et l'année d'après chez Complexe : *Palestine 47, un partage avorté*. En 1989, il revient encore sur le conflit israélo-palestinien. En 1991 avec Le Monde il publie *Golfe, Clefs pour une guerre annoncée*, toujours avec Dominique Vidal. Voyons ce qu'il dit de l'Iran.

Dans *Golfe, Clefs pour une guerre annoncée*, Alain Gresh et Dominique Vidal font en janvier 1991 le bilan de la révolution islamique en Iran. On y apprend : « Comme si l'horreur effaçait l'horreur, les crimes de la révolution islamique ont fait oublier ce que fut la Savak ».

Si nous notons la mention de *crimes de la révolution islamique*, après la juste et utile description des crimes de la Savak, nous n'aurons dans le livre aucun détail sur les crimes de la dite révolution ! Pas plus que le mot « femmes » ne sera écrit ! Comment est présentée cette révolution : « Le 30 mars 1979, l'Iran se transforme par référendum en une République islamique. Curieux mélange que cette victoire ! Pour la première fois depuis 1789, une révolution est dotée d'une idéologie, de cadres, et d'un programme religieux ».

Etrange vision des choses ! Mais les luttes intestines font que : « L'agression irakienne a permis aux mollahs d'éliminer leurs rivaux ». Le choix de la suprématie de la religion n'y est pour rien ? Khomeyni avait vraiment besoin de la guerre Iran-Irak pour éliminer ses rivaux ? Je pense qu'il a appliqué une logique totalitaire issue de la vision du monde que son courant défendait :

suprématie de l'islam politique. Or que nous apprend Alain Gresh ? Peu avant sa mort Khomeyni aurait découvert la suprématie du politique sur le religieux ! Alain Gresh écrit : « Cette impasse (la situation en 1988) a amené Khomeyni, peu avant sa mort, à opérer un changement important de doctrine : « Prétendre que les pouvoirs de l'Etat sont limités au cadre des préceptes divins est totalement contraire à mes dires ... L'action du gouvernement, qui est une partie de la souveraineté absolue du Prophète, constitue un impératif premier de l'islam qui prévaut sur tous les autres, même la prière, même le jeûne, même le pèlerinage à La Mecque. Tragique prise de conscience d'un dirigeant religieux qui proclame la primauté, en dernière analyse, du politique ». Génial ! J'eus l'extrême désagrément de correspondre par Internet avec Alain Gresh suite à la publication dans *le Monde Diplomatique* d'un article faisant le parallèle, en janvier 2000, entre l'histoire des Frères musulmans et celle des Zapatistes du Mexique. Vous avez ci-dessous la présentation du titre. Un tissu de mensonges honteux ! A ma colère, il répondit qu'en effet il y avait eu des lettres de protestation et qu'une avait été choisie pour publication dans le courrier des lecteurs. Elle parlait non du double mensonge sur les Zapatistes et les Frères musulmans mais seulement du mensonger traitement des Frères musulmans (voir Point Gauche ! n°64). Depuis, l'idée a été reprise ici ou là, surtout par l'ami d'Alain Gresh, Tariq Ramadan, une idée qui peut tromper en Amérique latine où la connaissance pratique de l'islamisme est minime.

Mon dernier lien avec Alain Gresh c'est à une émission de radio de ce mois d'octobre 2004. Défendant la position de Tariq Ramadan en faveur d'un moratoire en matière de lapidation des femmes adultères (pour lui, un moindre mal vu l'état des sociétés en question) il expliqua, en réponse à une question du journaliste surpris par l'argumentation, qu'aux USA, s'il y avait des personnes favorables à un moratoire sur la peine de mort, vu l'état de la société, ça serait un point positif. Il faut reporter à plus tard la dénonciation de l'infamie pour agir en faveur de son seul report ! Depuis 2001, Alain Gresh, devenu le personnage incontournable en matière de Proche-Orient (17 livres publiés), distribue un brevet de bonne conduite à Tariq Ramadan qu'il a fini par introduire dans le monde des altermondialistes, sur la base de ses trois idées de 1980 : la révolution islamique est naturellement antilibérale, la religion est progressiste, et la situation des femmes, une question à reporter à plus tard.

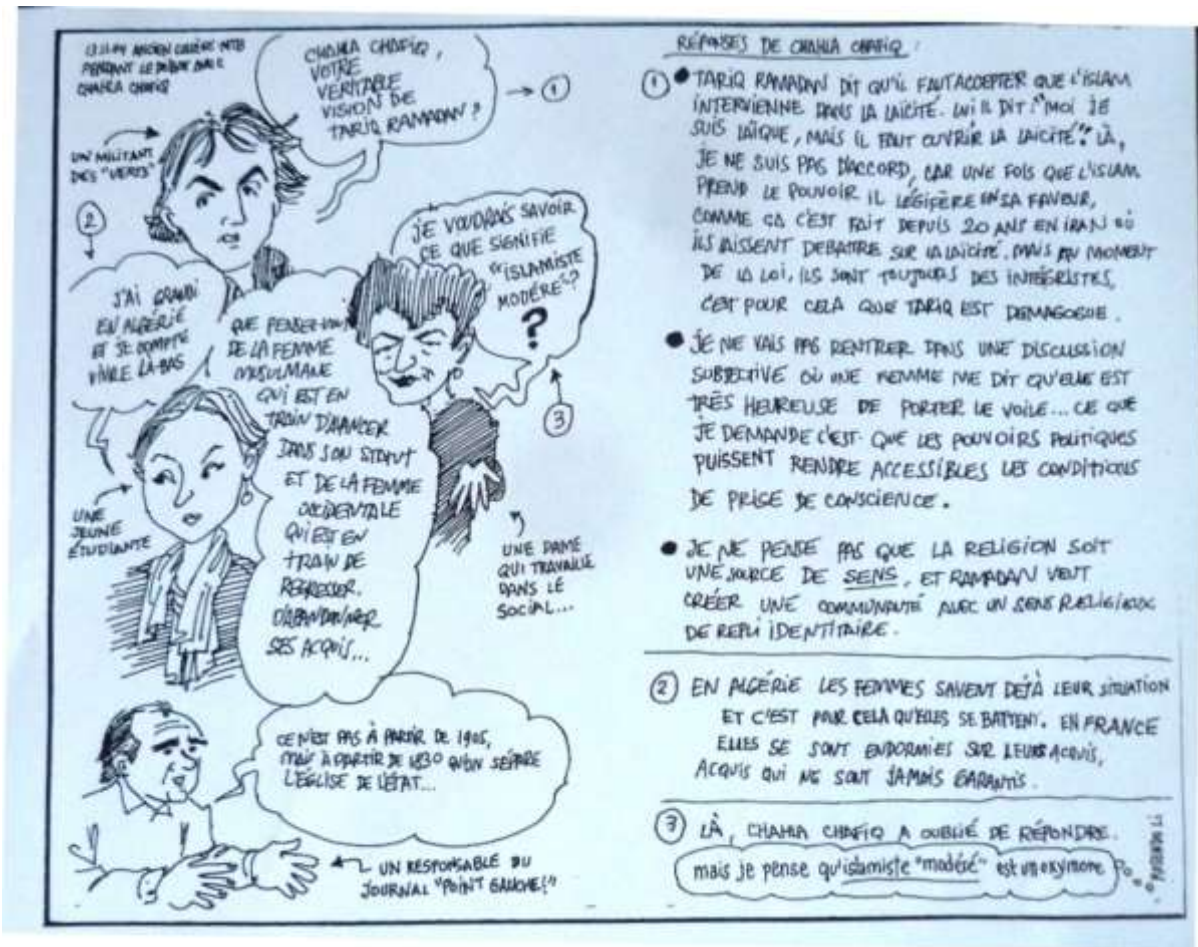
J'avoue que je m'étonne qu'en 25 ans, il n'ait rien appris quant aux régressions que nous connaissons en matière de droit des femmes, quant aux effets réactionnaires des fondamentalistes, et quant aux dictatures des islamismes. Que des personnes peu informées le suivent, je comprends, mais que lui persiste dans l'erreur, j'en suis abasourdi !

Jean-Paul Damaggio



Dessins de Rosendo Li





Une double page du Monde Diplomatique où islamistes et zapatistes sont sur le même plan grâce à Alain Gresh et à la référence aux pyramides. La théologie de la libération n'a jamais souhaité imposer une théocratie nulle part et en particulier chez les zapatistes qui affichèrent toujours une laïcité constante. Cette confusion fut souvent reprise par des islamistes !